



REVUE DE PRESSE... SUR L'ACTUALITE EUROPEENNE



Octobre

La Voix du Nord : 01/10/11

Zone euro

Sarkozy veut éviter un « échec » de la Grèce et de l'Europe

Le président français s'est engagé à « accélérer » avec Berlin la mise en œuvre du plan de sauvetage de la zone euro toujours en pleines turbulences. En visite à Paris, Georges Papandréou a répété que le gouvernement et le peuple étaient « *déterminés à faire les changements nécessaires* » pour améliorer la situation financière du pays. Selon Nicolas Sarkozy, « *l'échec de la Grèce serait l'échec de toute l'Europe.* »

Les places financières européennes qui ont terminé en nette baisse hier, n'ont pas confirmé le rebond de la veille dû au vote allemand et au retour à Athènes de la troïka des bailleurs de fonds publics (Commission européenne, Banque centrale européenne et Fonds monétaire international).

La Voix du Nord : 04/10/11

Union européenne

La Commission a annoncé son intention de pousser les opérateurs de télécoms historiques à investir dans les réseaux de fibre optique à haut débit en réduisant les revenus qu'ils tirent de leurs réseaux traditionnels en cuivre.

La Voix du Nord : 04/10/11

Zone euro

Dettes grecques

La zone euro s'est efforcée de parachever le second plan d'aide à la Grèce. Les ministres des Finances de la zone euro réunis au Luxembourg cherchent à lever les obstacles retardant la mise en œuvre du second plan d'aide à la Grèce, décidé en juillet et composé de 109 milliards d'euros de prêts internationaux, auxquels s'ajoutera une contribution des banques créancières.

20 minutes : 04/10/11

Grèce

La peur d'une faillite fait chuter les marchés

Les Bourses européennes ont fortement chuté hier après un regain d'inquiétude sur la dette grecque. Le gouvernement d'Athènes a confirmé qu'il ne pourra pas abaisser son déficit public selon les exigences de ses bailleurs de fonds. Les inspecteurs de l'UE, du FMI et de la BCE n'ont pas encore donné leur feu vert au versement d'une nouvelle tranche d'aide vitale pour éviter la faillite.

Métro : 04/10/11

La Grèce remet le feu aux Bourses

Les craintes de banqueroute de la Grèce ont encore secoué la zone euro et les marchés financiers. Athènes avait alimenté la thèse du défaut de paiement en indiquant que le pays ramènerait son déficit à 8,5% du PIB en 2011 alors que l'objectif initial était de 7,4%. Après cette annonce, les Bourses européennes ont encore terminé en nette baisse et l'euro a atteint son niveau le plus bas depuis huit mois.

Cependant, la Grèce a donné des gages à ses bailleurs de fonds en présentant un projet de budget pour 2012 qui passe par une réduction drastique du secteur public. Athènes espère ainsi obtenir le versement de 8 milliards d'euros de prêts et sans cet argent, le pays pourrait se retrouver en faillite dans les semaines à venir.

La Voix du Nord : 06/10/11

L'Europe et l'euro paient la note

L'Union européenne est de plus en plus vue comme une « zone à risques » par la planète financière. Les investisseurs se détournent de l'euro pour se réfugier vers le dollar. Aujourd'hui, Jean-Claude Trichet présidera sa dernière réunion à la Banque centrale européenne avant d'être remplacé par l'Italien Mario Draghi.

Les États-Unis avec leur énorme dette de 14 000 milliards de dollars et le Japon, pays le plus endetté du G7 avec 200% de son PIB, nous pressent d'agir alors on dirait que c'est l'hôpital qui se moque de la Charité. Par ailleurs, la dégradation de la note de l'Italie par Moody's, quinze jours après celle décidée par Standard and Poor's est une nouvelle claque qui en annonce d'autres.

Aujourd'hui, un nouveau plan de sauvetage est adopté mais il a d'ores et déjà besoin d'être consolidé. Il n'est donc pas étonnant que la confiance des marchés s'effrite ainsi que celle des citoyens. En effet, selon un sondage publié par *Stern*, plus d'un Allemand sur deux (54%) souhaite le retour du deutsche mark.

La Chancelière allemande n'est pas pour rien à cette situation car elle avait été la première à évoquer la sortie de la Grèce de la zone euro. Aujourd'hui, elle répète que la Grèce doit rester dans l'euro mais des voix s'élèvent dans sa coalition CDU-CSU appelant Athènes à quitter le navire pour ne pas le faire couler.

La Voix du Nord : 07/10/11

Union européenne

Finance

La Banque centrale européenne a ouvert le robinet des liquidités en faveur des banques de la zone euro (deux opérations de prêts sur un an et un nouveau programme d'achats d'obligations sécurisées de 40 milliards pour éviter qu'elles ne manquent de liquidités). La BCE s'est refusé à baisser son taux directeur inchangé à 1,5%.

La Voix du Nord : 08/10/11

L'Europe laissera-t-elle ses pauvres avoir faim ?

Alors qu'il lance sa seconde campagne pour les Restos du cœur en France et que l'hiver 1986 a été très rude, Coluche a une idée qui est la possibilité d'utiliser les stocks de l'agriculture européenne pour élargir la distribution alimentaire à l'échelle de toute l'Europe. Il défendra cette idée en février avec Jacques Delors alors président de la Commission européenne et avec le soutien du ministre de l'Agriculture de l'époque, Henri Nallet. L'hiver suivant, le programme est lancé.

Le programme européen d'aide aux plus démunis (PEAD) est une aide alimentaire destinée aux Européens les plus pauvres. Le PEAD fonctionne sur le budget de la Politique agricole commune (PAC). Son principe est simple, il s'agit d'utiliser directement le surplus de denrées agricoles en Europe, ou d'échanger ces denrées contre des produits plus élaborés (farine, pâtes, etc.)

Cependant, au fil des ans, les stocks ont diminué et l'Europe a progressivement complété le dispositif par des achats de produits alimentaires avec les fonds de la PAC. Cette aide est répartie entre les pays au prorata du nombre de personnes vivant en dessous du seuil de pauvreté. La participation au programme n'est pas obligatoire et 19 pays sur les 27 y participent.

Cette aide est remise en cause quant à sa légalité devant la Cour européenne de Justice. Ainsi, l'aide ne pourra plus être complétée par l'achat de produits agricoles et devra se limiter aux stocks. Le 20 octobre, Bruno Le Maire, le ministre français de l'Agriculture défendra la poursuite de l'aide devant ses homologues européens.

« Un débat choquant et injustifié »

Catherine Trautmann, députée européenne préside la délégation socialiste française au Parlement européen. Elle défendra la poursuite de l'aide alimentaire. L'Allemagne considère que la distribution de l'aide ne relève pas de la compétence de l'Europe mais de celles des États membres.

Cependant, la Cour européenne de Justice n'a pas remis en cause la compétence européenne mais a évoqué le fait de trouver une nouvelle base juridique. « *Nous avons un problème d'organisation de l'aide sociale en Europe. Mais, en même temps, quand on voit le nombre de pauvres tellement augmenter, il est absolument choquant et injustifié d'avoir un tel débat.* » L'idée de ponctionner le Fonds social européen (FSE) ne semble pas être une bonne idée car cela retirerait « *des moyens au FSE qui gère les problématiques liées au chômage.* »

Direct Lille Plus : 10/10/11

Rencontre sur la crise de la dette Sarkozy et Merkel à l'unisson

Le couple franco-allemand a affirmé sa cohésion hier à Berlin et s'est montré prêt à recapitaliser les banques européennes. Afin d'éviter le dérapage budgétaire, Nicolas Sarkozy et Angela Merkel sont prêts à proposer des « *modifications importantes* » aux traités européens. Le nouveau plan de sauvetage de la Grèce, en discussion, risque d'entraîner une décote de la dette du pays et l'effondrement des banques qui détiennent cette dette.

La Voix du Nord : 10/10/11

Sarkozy et Merkel au chevet des banques

Le président français Nicolas Sarkozy et la chancelière allemande Angela Merkel ont promis une réponse à la crise de la dette en zone euro avant la fin du mois d'octobre. Le président français a promis « *des réponses durables, globales et rapide avant la fin du mois* », pour que « *l'Europe arrive au G20 unie et avec les problèmes résolus* ».

La France préside en 2011 le groupe du G20 réunissant les pays les plus riches et les principaux émergents. La France et l'Allemagne semblaient avoir eu des différends ces derniers jours sur les modalités d'un recours éventuel aux fonds publics pour aider les établissements les plus fragiles.

La France semblait privilégier le recours au Fonds de secours européen (FESF) alors que l'Allemagne pensait à une solution plus nationale en amont. Les deux dirigeants ont proposé des « *modifications importantes* » aux traités européens, visant à une plus grande « *intégration de la zone euro* ».

La Voix du Nord : 11/10/11

Iran

L'UE durcit les sanctions

L'Union européenne a décidé d'élargir ses sanctions contre l'Iran en raison des violations répétées des droits de l'homme. Vingt-neuf responsables du régime du président Ahmadinejad ont été ajoutées à la liste des personnes interdites de visa et leurs biens ont été gelés dans l'UE. Les 27 ont également appelé à davantage de liberté religieuse et la fin de la répression de l'opposition.

L'Union : 11/10/11

La Grèce dans la tourmente

Depuis le printemps 2010, et l'annonce des premiers plans de rigueur, le centre d'Athènes a été témoin de nombreuses grèves. Place Syntagma, sous les fenêtres du Parlement, les soirées s'étirent au rythme de rassemblements spontanés.

Maria, responsable d'une agence de tourisme évoque la chute de son chiffre d'affaires de 47%, la nouvelle taxe immobilière de 1000€ couplée avec la facture électrique qu'elle doit payer début octobre, son personnel licencié, ces deux salariés qu'elles hébergent gracieusement car ils ne peuvent plus payer de loyer.

Georges, un fonctionnaire de 54 ans a reconnu que les Grecs avaient vécu au-dessus de leurs moyens. Il a également ajouté que la France n'est venue en aide à la Grèce que parce que « *les banques françaises détiennent 20% de notre dette* » et l'Allemagne soit également une partie de son commerce extérieur florissant à la Grèce.

Les grands syndicats mobilisent à tour de bras

Les syndicats multiplient les appels à la grève. « *Les gens sont à bout. Le pire, c'est la honte de vivre sous occupation étrangère* », se lamente Antonis Antonatos, n°2 de la confédération syndicale Adedy. Il parle d'occupation pour définir la quasi-tutelle qu'exerce depuis plusieurs mois la troïka (UE, BCE, FMI) sur les finances nationales.

L'amertume syndicale est à la mesure du traumatisme provoqué par les plans de rigueur. Les syndicats préfèrent renvoyer la responsabilité du marasme vers l'incurie gouvernementale, le mauvais œil des agences de notation.

Les dérives de l'économie parallèle

L'économie parallèle représente 25% du PIB grec. En Grèce, les revenus non déclarés coulent à flot. Athina Dretta, la secrétaire générale de la Sécurité sociale explique que « *le travail au noir résulte de la structure même de l'appareil productif. La Grèce s'est construite sur un tissu de petites entreprises, pas très riches, qui ne poussaient pas les gens à se déclarer, ni à s'assurer.* » L'autre explication est que le travail au noir a longtemps compensé la modération salariale et assuré la paix sociale.

L'analyse des politiques

« Nous ne serons pas des boucs émissaires »

Selon Konstantinos Geitonas, 72 ans, ancien président du Parlement grec, la responsabilité de l'abyssale dette qui plombe l'économie nationale est « partagée » entre l'État, le peuple et l'Europe. Une manière de dédouaner les hommes qui ont laissé depuis trente ans dériver le vaisseau grec en même temps qu'ils en tenaient la barre.

Par ailleurs, Konstantinos Geitonas ajoute que l'État a mis du temps à se moderniser après son entrée dans l'euro et qu'il continue de payer ce retard. L'Union européenne n'échappe pas aux critiques : « *la monnaie unique aurait dû s'accompagner d'une union fiscale. Faute de quoi, l'Europe s'est construite sur un malentendu qui s'est nourri des effets de la mondialisation* ». Les trois étapes à passer rapidement sont de sortir de la récession, de résorber le déficit et de gérer la dette de façon viable.

La Voix du Nord : 12/10/11

Crise de la dette

Les députés slovaques ont rejeté hier le renforcement du Fonds de secours financier de la zone euro, une décision qui risque d'aggraver la crise de la dette dans l'Union monétaire. Ce vote peut conduire à la

chute du gouvernement en place mais les dirigeants slovaques ont annoncé la possibilité d'un nouveau vote en faveur du renforcement. Aucune date n'a encore été fixée pour ce second vote.

20 minutes : 12/10/11

La nouvelle tranche d'aide a été débloquée

Selon les inspecteurs de l'UE, de la Banque centrale européenne et du FMI, la Grèce est sur la bonne voie. Hier, ils ont donné leur feu vert au déblocage d'une nouvelle tranche d'aide de huit milliards d'euros.

Direct Lille Plus : 12/10/11

La Slovaquie rejette le plan de sauvetage de la zone euro

Les députés slovaques ont rejeté hier le renforcement du Fonds de secours financier de la zone euro (FESF). Cette décision risque d'aggraver la dette dans l'Union monétaire. La Slovaquie était le dernier des dix-sept pays de la zone à devoir approuver l'élargissement à 440 milliards d'euros de ce fonds destiné à aider les pays les plus touchés par la dette.

Direct Lille Plus : 13/10/11

Crise de l'euro

Micmac slovaque

Un petit pays de moins de six millions d'habitants met en péril toute la zone euro. La Slovaquie a rejeté mardi soir l'élargissement du Fonds européen de stabilité financière (FESF). C'est le seul pays des dix-sept membres de la zone euro à avoir refusé ce projet, or il doit être voté à l'unanimité pour entrer en vigueur. Sous la pression, notamment de la France et de l'Allemagne, la Slovaquie a annoncé hier que son Parlement procéderait à un nouveau vote.

La Voix du Nord : 13/10/11

Zone euro

Slovaquie

L'horizon s'est dégagé hier après l'annonce d'un accord sur la question au Parlement slovaque. La Commission est montée au créneau pour appeler à une recapitalisation urgente des banques.

Après un rejet de la Slovaquie, quatre partis du pays se sont mis d'accord pour soutenir le renforcement du FESF.

La Voix du Nord : 15/10/11

Le général Georgelin évoque à Lille le fantôme d'une Europe de la défense

Jean-Louis Georgelin s'est rendu à Lille pour tenir une conférence à la Maison de l'éducation permanente. Le thème était : « pourquoi est-il si difficile de bâtir une Europe de la défense ? » Près de deux cents personnes étaient présentes à cette conférence parmi lesquelles de nombreux militaires.

Lorsque l'on parle d'une Europe de la défense sur le site internet du ministère de la Défense, on peut lire : « *la défense européenne ne signifie pas la défense collective des pays européens contre une agression extérieure, qui reste garantie par l'OTAN, mais la gestion des crises à l'extérieur de l'Union européenne.* » Ainsi, Jean-Louis Georgelin confirme qu'il ne s'agit à aucun moment d'armée européenne.

Les nations européennes qui sont aujourd'hui 27 rencontrent de plus en plus de difficultés à trouver des consensus. Les élargissements ont « *tué toute idée d'Europe fédérale et de défense européenne. Les Baltes sont obsédés par la question de la menace russe qui pèse sur leurs frontières. C'est difficile pour un Espagnol ou un Portugais de s'intéresser à ces questions-là.* » Dans le contexte actuel où la crise est également passée par là, il est difficile de donner une réalité budgétaire à la défense militaire.

La Voix du Nord : 15/10/11

Europe Crise

L'Europe en crise devait tenter hier et aujourd'hui de convaincre ses partenaires du G20 réunis à Paris qu'elle fait ce qu'il faut pour que les maux dont elles souffrent n'affectent pas l'ensemble de la planète. Cependant, le Vieux Continent n'est pas tiré d'affaire, comme le montre la nouvelle dégradation de la note financière de l'Espagne par l'agence Standard and Poor's.

La Voix du Nord : 19/10/11

Triple A, et double peine !

Après la dégradation de l'Italie, l'agence américaine Moody's met en surveillance la France. Le pays n'a pas encore perdu son « triple A » qui le désigne sur les marchés comme emprunteur de confiance, au même titre en Europe que l'Allemagne, l'Autriche, la Finlande, Le Luxembourg et les Pays-Bas. Cependant l'agence pointe la France comme étant le mauvais élève de ce petit groupe de pays.

Moody's s'est donc donné trois mois pour décider du sort de la France et s'il faut dévaluer sa note. Cela représente un mauvais coup pour le nouveau Fonds européen de stabilité financière. En effet, la France derrière l'Allemagne est le principal contributeur et garant du Fonds et la crédibilité de ce dernier est donc en jeu au moment où les États cherchent à augmenter sa capacité de prêt.

Ainsi que se passerait-il si le deuxième pays garant du FESF venait à perdre la précieuse note ? À Bruxelles, on ne souhaite pas évoquer ce scénario pour le moment en étant persuadé que la France fera tout pour conserver son « triple A ». Perdre cette note correspondrait à une double peine, il s'agirait d'abord de la perte de confiance des marchés financiers et ensuite de l'augmentation des taux d'intérêts pour emprunter.

La Voix du Nord : 19/10/11

Union européenne

Dette

L'Union européenne a décidé d'interdire des instruments financiers hautement spéculatifs, appelés contrats « CDS à nu » (credit default swaps), utilisés sur les marchés pour parier sur le défaut de paiement des États et accusés d'avoir amplifié la crise.

La Voix du Nord : 20/10/11

La Commission européenne offre un délai à SeaFrance jusqu'à lundi

Hier, la Commission européenne devait se prononcer sur le nouveau plan industriel modifié par la direction de SeaFrance et sur une éventuelle recapitalisation de la compagnie maritime basée à Calais par

la SNCF, son unique actionnaire. Aucune solution n'a été trouvée et la Commission a offert à la France un délai supplémentaire.

Le pays a jusqu'à lundi pour trouver une solution conforme aux exigences de la Commission. La compagnie maritime est en redressement judiciaire et si d'ici à lundi, aucune issue satisfaisante n'est trouvée, la Commission européenne rendra un avis défavorable sur la recapitalisation par la SNCF et sur le plan de la direction.

20 minutes : 20/10/11

Aide alimentaire

Dernière chance aujourd'hui

Les associations humanitaires sont sur le qui-vive. Aujourd'hui, les ministres européens de l'Agriculture se réunissent à Luxembourg pour tenter de trouver une solution afin de maintenir le Programme européen d'aide aux plus démunis (PEAD) en 2012 et 2013.

Ce programme pourrait être amputé de 400 millions d'euros en 2012 et pour la France, les conséquences seraient lourdes puisque ses ressources provenant du PEAD seraient amputées de 80%. Pour maintenir la pression, les Banques alimentaires, la Croix-Rouge française, les Restos du cœur et le Secours populaire se sont adressés aux six pays qui s'opposent au programme.

La Voix du Nord : 20/10/11

La Grèce paralysée, l'Espagne dégradée, les tractations s'intensifient

Ils étaient plus de 125 000 à défiler hier dans les rues des grandes villes grecques et des affrontements ont eu lieu avec les policiers. La mobilisation a enregistré un record depuis le début de la crise de la dette qui englué désormais le reste de l'Europe.

Tous les secteurs étaient paralysés dans le cadre de la cinquième grève générale en Grèce depuis le début de l'année. Les sacrifices demandés visent à convaincre les créanciers du pays, l'UE et le FMI de le sauver du surendettement et de stopper la contagion de la crise en zone euro.

Par ailleurs, la note de l'Espagne a été dégradée à A1, le pays est donc un émetteur solide mais susceptible d'être affecté par des changements de la situation économique.

Comment renforcer le pilotage de la zone euro ?

La zone euro cherche à tirer les leçons de la crise en réformant son fonctionnement vers plus de pilotage en commun et de discipline budgétaire. Herman Van Rompuy, le président de l'Union européenne doit faire des propositions en ce sens lors du sommet européen.

Il s'agit également de discuter des moyens d'empêcher de nouveaux dérapages des déficits dans les différents pays. La Banque centrale européenne souhaite un ministre des Finances européen alors que Berlin et La Haye soutiennent la création d'un poste de « super commissaire » remplissant ce rôle.

La Voix du Nord : 21/10/11

Union européenne Aide aux démunis

Le maintien d'une aide aux banques alimentaires a été bloqué par six États, dont l'Allemagne et la Suède. Les six États ne souhaitent pas que les fonds du Programme européen d'aide aux démunis (PEAD) servent à des fins de politique sociale. L'objectif est d'éviter une réduction drastique dès l'an prochain. Des centaines d'organisations caritatives d'une vingtaine d'États profitent de ce programme doté de 480 millions d'euros.

La Voix du Nord : 21/10/11

Grèce Divergences UE-FMI

Le ministre grec des Finances Evángelos Vénizélos, a fait état hier d'estimations différentes entre l'UE et le FMI sur la réponse à apporter au surendettement de la Grèce. Le versement d'une nouvelle tranche de prêts, « *dépend pour l'Europe des décisions de l'Eurogroupe, tandis que pour le FMI, elle dépend de la solvabilité du pays et de la question de savoir si l'Europe garantit le financement de la Grèce pour les 12 mois à venir* ».

La Voix du Nord : 22/10/11

Europe, sommet d'indécision

Les 27 États de l'Union européenne paraissent aux yeux du monde au sommet de l'indécision. Le plus grave est que le désaccord sur les solutions à apporter à la crise de la dette grecque oppose le couple franco-allemand qui devrait pourtant entraîner les autres États. En ce moment, un bras de fer se joue entre Angela Merkel et Nicolas Sarkozy et il n'est pas sûr que le président français en sorte vainqueur.

Le sommet du 23 octobre sera suivi d'un autre sommet entre les 17 pays de la zone euro. Le Premier ministre luxembourgeois, Jean-Claude Juncker se désole du spectacle donné par l'Union qui ne montre pas « *l'exemple d'un leadership qui fonctionnent bien* ».

Derrière toutes ces négociations entre Paris, Berlin et Bruxelles, on retrouve le rôle et la force de frappe du nouveau Fonds de stabilisation européen ainsi que les efforts qui seront demandés aux banques créancières de la Grèce.

Il existe également une divergence entre Paris et Berlin sur la politique monétaire européenne et sur le rôle de la Banque centrale européenne. Paris estime que le Fonds de stabilisation devrait jouer le rôle de banque en s'approvisionnant au guichet de la BCE pour racheter les dettes des États en difficulté et selon Berlin, cela serait contraire aux traités européens.

La Voix du Nord : 23/10/11

Zone euro

Crise de la dette

L'Europe remaniait hier le second plan d'aide à la Grèce avec un effort des créanciers privés pour éviter la faillite d'Athènes. Elle a évalué à plus de 100 milliards d'euros les besoins de recapitalisation pour permettre aux banques d'absorber ce choc. En outre, Nicolas Sarkozy et Angela Merkel devaient tenter de surmonter leurs divergences lors d'un mini-sommet avec les principaux responsables européens.

La Voix du Nord : 24/10/11

L'Europe avance dans sa réponse à la crise de la dette avant un nouveau sommet qui se veut décisif mercredi

Les dirigeants européens ont tracé hier les grandes lignes d'un plan de sortie de la crise de la dette et ont mis la pression sur l'Italie afin qu'elle maintienne le cap de la rigueur. Le sommet de Bruxelles semble avoir rapproché le couple franco-allemand après de fortes divergences sur la manière de renforcer le Fonds de soutien de la zone euro.

Au terme d'un bras de fer, Paris a été contraint d'abandonner son idée d'impliquer la Banque centrale européenne dans le renforcement du FESF. L'Allemagne s'y opposait catégoriquement car cela aurait violé l'interdiction juridique faite à la BCE d'aider budgétairement les gouvernements.

En outre, les dirigeants européens se sont montrés sévères avec l'Italie qui est accusée de ne pas respecter ses engagements de rigueur. Rome suscite l'irritation de ses partenaires qui redoutent une crise de grande ampleur en zone euro si ses comptes publics ne sont pas fermement tenus.

Après un sommet des 27 pays de l'UE, un deuxième n'incluant que les 17 pays de la zone euro s'est poursuivi dans la soirée. Les pays de l'UE non membres de la zone euro comme la Suède n'apprécient pas cette Europe à deux vitesses qui prend forme.

Direct Lille Plus : 25/10/11

Un accord à trouver pour sauver la zone euro Une semaine cruciale

Les dirigeants européens sont bien conscients qu'il faut trouver à tout prix un moyen d'endiguer la crise de la dette, cette semaine. Après le Sommet de l'Union européenne et de la zone euro, l'heure n'est plus aux déclarations d'intentions. « *Ce sont des réunions absolument cruciales, il faut trouver des solutions* », a martelé le président Nicolas Sarkozy. Si aucun accord n'est établi, la Grèce pourrait se retrouver en défaut partiel de paiement, créant la panique sur les marchés et fragilisant le reste de la zone euro.

Un plan en trois temps

L'Europe a mis au point un plan en trois temps. Il s'agit de la restructuration de la dette grecque, de la recapitalisation des banques pour amortir ce choc et le renforcement du pare-feu de la zone euro, le Fonds européen de stabilité financière (FESF). Par ailleurs, les banques devront accepter d'effacer au moins 50% de la dette grecque et seront en contrepartie recapitalisées, à hauteur de 107 milliards d'euros.

Des mesures suffisantes ?

En cas d'accord, le plan sera-t-il suffisant pour endiguer la crise ? Il pourrait rassurer les marchés à court terme mais « *le problème de fond, c'est le surendettement de la zone euro, et lutter contre signifie nécessairement réduire les dépenses publiques* », comme le souligne l'économiste Nicolas Bouzou.

Hier, Silvio Berlusconi, le chef du gouvernement italien s'est fait rappeler à l'ordre par la chancelière allemande Angela Merkel qui a demandé à l'Italie de réduire sa dette. Outre le désendettement, c'est aussi la gouvernance économique de la zone euro qui est en question.

20 minutes : 25/10/11

Crise de la dette

Les marchés veulent rester optimistes

Avant les annonces « définitives » attendues demain à Bruxelles pour sortir la zone euro de sa crise persistante, les marchés financiers ont terminé en légère hausse hier, signe d'optimisme au milieu de l'incertitude.

La Voix du Nord : 26/10/11

Sommet européen : « Il y a des choix qui vont engager des générations »

Selon Dhafer Saidane, maître de conférences à la Skema Business school de Lille, des solutions techniques existent pour sauver la zone euro mais elles butent sur la dimension politique. Il existe deux solutions techniques qui se dégagent.

« Il y a tout d'abord ce qu'on appelle la décote. C'est faire accepter aux banques de renoncer environ à 50% de la valeur des crédits qu'ils ont accordé aux pays endettés. » Pour les banques, cela représente un risque pour la croissance.

« La deuxième piste c'est le Fonds européen de stabilité financière (FESF). Ce fonds a trois objectifs : rétablir la confiance des marchés, stabiliser la situation et lutter contre la rumeur pour envoyer des signaux forts aux agences de notation. Le système de gestion européenne est encore en phase d'apprentissage. Cette crise révèle les problèmes de coordination entre l'entité européenne et les entités nationales. »

La Voix du Nord : 27/10/11

Crise de l'euro : impuissante, l'Europe appelle les pays émergents au secours

Nicolas Sarkozy, Angela Merkel ainsi que la directrice générale du FMI, Christine Lagarde se sont réunis avec les banques créancières de la Grèce pour tenter de les convaincre de réduire de plus de 50% la dette du pays, selon un diplomate. Un accord de principe semble à portée de main avec les banques.

Toutefois, les tractations achoppent sur des garanties qu'elles réclament en échange des pertes. Par ailleurs un accord visant à recapitaliser les banques européennes pour leur permettre d'amortir le choc a été confirmé hier.

Deux options sont envisagées pour renforcer le Fonds européen de stabilité financière (FESF) : un système d'assurance-crédit consistant à garantir une partie des pertes éventuelles des investisseurs et d'autre part la mise en place d'un ou plusieurs fonds spéciaux, destinés à attirer les investisseurs extérieurs comme les pays émergents.

La deuxième option doit permettre de faire aussi appel à l'aide des pays émergents. Des négociations sont en cours avec les grands pays émergents des BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud).

Comment en est-on arrivé là ?

La crise est née car l'ensemble des pays développés, États-Unis comme zone euro, se sont habitués à vivre à crédit depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Ils ont accumulé des dettes qui représentent désormais près de 100% de la richesse qu'ils produisent chaque année.

On parle de crise grecque car la Grèce a fait office de détonateur en révélant fin 2009 que l'ampleur de ses déficits avait été cachée pendant des années et devait être revue à la hausse. Le sort de la Grèce n'est pas réglé même si Athènes s'est engagé à adopter une cure d'austérité drastique, la récession s'est aggravée.

La Voix du Nord : 27/10/11

L'Europe, nain post-démocratique ?

L'Europe se construit loin des citoyens : bureaux, colloques, amphithéâtres, lointains hémicycles, communiqués, haute technocratie, administration tatillonne, ritournelle diplomatique... On en a pris l'habitude : ce sont les crises qui feraient avancer ce vieux territoire.

Des pays faibles sont devenus les pièces d'un château de cartes se croyant protégés par l'euro, libérés des perspectives de dévaluation, soulagés par la non-application des traités.

Finalement, ce sont les marchés financiers qui imposeraient l'Europe politique mais il est difficile de s'y retrouver dans le marécage institutionnel engendré par le traité de Maastricht puis celui de Lisbonne. Le « nain politique » cherche encore sa potion magique. Les élargissements ne signifiaient pas grandir et la création de l'euro ne voulait pas dire gommer les différences.

La Voix du Nord : 27/10/11

L'accord décroché sur le plan anticrise de la zone euro provoque un soulagement général et galvanise les Bourses

Les dirigeants européens et les marchés ont salué l'accord conclu dans la douleur à Bruxelles sur le plan anticrise destiné à assurer la survie de la zone euro. Après l'envol des places européennes, la Bourse de Paris a connu une hausse de 6,28%.

De nombreuses capitales ont exprimé leur soulagement après la décision des Dix-Sept de fortement réduire la dette de la Grèce et de se doter d'une capacité pour mobiliser 1000 milliards afin d'empêcher la contagion de la crise, notamment à l'Espagne et à l'Italie.

Dans le détail, les Européens ont réussi à lever un blocage portant sur un point central de la crise qui déstabilise la monnaie commune depuis deux ans : l'effacement d'une partie de la dette grecque détenue par les banques créancières du pays. La zone euro a également décidé de démultiplier la puissance de feu de son Fonds de secours financier pour les pays en difficulté, l'Italie ou l'Espagne. Sa capacité passerait 1000 milliards.

La Voix du Nord : 31/10/11

La BCE change de capitaine en pleine tempête

Le mandat de huit ans de Jean-Claude Trichet à la tête de la Banque centrale européenne s'achève aujourd'hui en pleine crise d'une zone euro qu'il a appelé sans relâche à se renforcer politiquement. C'est l'Italien Mario Draghi qui va présider jeudi sa première réunion du conseil des gouverneurs de la BCE, en pleine tourmente de la zone euro. Il est attendu sur la crise de la dette et l'accord du 27 octobre.

L'avis de la BCE, opposée à une mise à contribution des banques, n'a pas été écouté sur ce point. Avec le soutien de Berlin, elle a en revanche obtenu gain de cause contre la France qui voulait permettre au FESF d'emprunter auprès d'elle pour renforcer sa capacité d'action.

Siège social

2, rue Saint-Louis F-59610 FOURMIES

T : (33) 03 27 60 50 28 F : (33) 03 27 60 50 30 E-mail : eurothierache1@aliceadsl.fr

Facebook : <http://www.facebook.com/Europe.Direct.Gde.Thierache>

Web : www.eurothierache.eu